

Libéralisme, néolibéralisme et Capitalisme monopoliste d'Etat

Par Georges Gastaud – 18 mai 2023

Il est banal d'opposer le *néolibéralisme*, qui décrit censément le fonctionnement actuel du capitalisme, au *capitalisme monopoliste d'Etat* (CME), un concept d'inspiration léniniste que le PCF des années 1960/70 utilisait à bon droit pour définir le capitalisme de cette époque. N'est-il pas clair en effet que ledit CME était surtout centré sur la France, fondé sur l'exploitation par les monopoles capitalistes d'alors (*Péchiney-Ugine-Kuhlmann, Rhône-Poulenc, Alcatel, etc.*) de ces grandes sociétés nationalisées (EDF, PTT, SNCF...) que le régime gaullo-pompidolien d'alors transformait alors en vaches à lait du profit monopoliste privé ou, comme on disait alors, en « béquilles du capital ». Cela supposait l'existence d'un Etat national fort, protectionniste et planificateur alors que le néolibéralisme actuel est réputé affaiblir l'Etat, démanteler les « monopoles publics » et liquider le protectionnisme douanier. Le présent article *suggère* – comment faire mieux en peu de lignes ? – que *cette opposition entre CME et néolibéralisme est illusoire* : en réalité, *le néolibéralisme ne relève pas d'un nouveau stade du capitalisme* ; il est une *forme* nouvelle du CME (qui est lui-même un *moment* du *stade* monopoliste-impérialiste du capitalisme décrit par Lénine dans son étude classique de 1916¹), et cela à une époque, la nôtre, où, s'agissant de la France, la concentration monopolistique du capital à l'échelle nationale est terminée depuis longtemps (son parachèvement fut la tâche historique du régime giscard-pompidolien) ; cette concentration du grand capital se poursuit désormais à l'échelle transnationale², le capital d'origine hexagonale ayant grand « besoin d'aire »³ et devant se redéployer à l'échelle continentale, voire transcontinentale pour poursuivre sa course sans fin au profit maximal et pour conjurer ainsi la *baisse tendancielle du taux de profit moyen* qui grève l'avenir du système.

Dans ces conditions, le « mécanisme unique » Etat bourgeois-monopoles capitalistes avec préséance du second terme sur le premier (et passage constant du personnel oligarchique du privé au public et vice versa) qui définit classiquement le CME, ne peut que s'accompagner du démontage socialement violent de tout ce qui, dans l'Etat-nation français ancien style pourrait en traverser le redéploiement euro-mondial du grand capital, à commencer par la République une et indivisible issue de 1793, ou cette langue française qui fait obstacle à la désindustrialisation mondiale du marché du travail et à laquelle il faut sacrifier le tout-globish. Cela signifie aussi un surcroît de *désindustrialisation du territoire*, la *financiarisation* et l'*exportation sans précédent des capitaux*, y compris l'*expatriation fiscale massive des grandes fortunes*, un déluge de *privatisations*, de *dé-protection sociale* et de destruction du prétendu « Etat Providence » ; par ce mot, il faut entendre les acquis sociaux que les travailleurs avaient réussi à arracher aux capitalistes en 1906, 36, 45 et 68 (*retraites solidaires, sécu, statuts, conventions collectives, code du travail national, services publics...*). Pour autant le « mécanisme unique Etat bourgeois/monopoles capitalistes » propre au CME n'en fonctionne pas moins de nos jours sous d'autres formes et à une *échelle plus vaste* : il se *déplace* et se *reterritorialise* aux niveaux *supranational* (U.E., « *gouvernance* » de la *mondialisation capitaliste par le G7 et par les « sommets » oligarchiques du type Davos*) et *infranationale* (*Grandes Régions à l'allemande effaçant les départements, « métropoles » absorbant les communes*) ; sans du reste négliger le niveau national qui continue à *subventionner* le grand patronat en déversant sur lui l'argent public (dégrèvements fiscaux et de cotisations sociales, etc.). Et c'est bien un « Etat fédéral européen », voire un *empire* euro-atlantique (le mot plait autant à Le Maire qu'au « socialiste » D.S.K.) que construit le chancelier Scholz avec l'aide d'Ursula von der Leyen encouragée par Macron, cet adepte de la « *souveraineté européenne* », de l'« *armée européenne* », du « *drapeau européen* », de l'« *hymne européen* », de la « *gendarmerie européenne* »... A quand des gendarmes ukrainiens « formés » à l'Est par le Bataillon Azov et menottant des porteurs de casseroles à Romorantin ?

Font alors les frais de ce *décalage vers le haut* de la construction étatico-impériale (des communes aux métropoles, des nations aux empires) la protection sociale due au travailleurs, la souveraineté nationale constitutive des peuples, mais aussi la paix mondiale et la coopération internationale entre Etats souverains puisque l'érection de ces empires indispensables au redéploiement planétaire du capital ne peut se faire qu'en écrasant, voire en exterminant tout ce qui s'y oppose : après le dépeçage contre-révolutionnaire de l'URSS, le démantèlement antidémocratique de la Tchécoslovaquie, l'annexion de la RDA par la RFA et la satellisation de tout l'Est européen par l'UE-OTAN, après le démantèlement violent de la Fédération yougoslave et de la Serbie, le moment est ainsi venu de tenter de dépecer la Russie. Voire de tenter demain de désosser, si les peuples n'y mettent le holà, la Chine⁴, voire le Brésil, l'Inde et l'Iran s'ils ne s'« assagissent » pas suffisamment vite...

Mais, dira-t-on, votre explication ne fonctionne pas puisque le néolibéralisme européen et sa « concurrence libre et non faussée » sont le contraire d'une tendance au monopole capitaliste soutenu par l'Etat. *Erreur totale !* En effet, la concurrence libre et non faussée des traités européens et « transatlantiques » du type CETA ne s'impose en réalité durement qu'aux travailleurs salariés, qu'aux services publics contraints de se délester de leurs missions sociales et qu'aux petits entrepreneurs urbains et ru-

¹ L' impérialisme, stade suprême du capitalisme.

² Voir par ex. l' assez récente et spectaculaire fusion de Peugeot-Citroën avec FIAT et Chrysler.

³ Tel est le titre du Manifeste patronal publié fin 2011 sous l' autorité de Laurence Parisot, alors patronne du MEDEF.

⁴ En lui arrachant si possible, au nom bien sûr des droits de l' homme, le Tibet, le Sinkiang, Taiwan, Hongkong, Macao, etc.

raux soumis au maquis inextricable de « normes européennes » intenable par les TPME dénuées de services juridiques pointus. Et l'on n'a encore rien vu : que sera-ce quand dominera, dans un avenir proche dont le mouvement syndical actuel ne prend absolument pas la mesure, le triptyque dévastateur *tout-numérique, tout-anglais, tout-intelligence artificielle* ?

En revanche, à l'échelle globale, le protectionnisme américain porté par l'*US Army*, par le Dollar monnaie d'échange mondiale, par les « sanctions commerciales » et par les « lois extraterritoriales » étatsuniennes frappant les Etats récalcitrants comme Cuba, *protège* de la concurrence « libre et non faussée » les grosses banques « to big to fail »⁵ et les grosses boîtes US. Ne parlons même pas des énormes commandes d'armement passées aux trusts par l'Etat, des subventions aux transnationales européennes sous couvert de « transition écologique », ni de la monnaie unique européenne conçue *ab ovo* pour favoriser l'industrie allemande aux dépens du *produire en France* et de l'Europe du Sud, du sans-frontiérisme européen *néolibéral* consistant à favoriser le « travail détaché » des travailleurs est-européens pour détruire l'industrie là-bas et aggraver l'exploitation capitaliste ici⁶, etc. Bref, le seul « Etat-Providence » qui est détruit est celui qu'avait imposé les travailleurs par les luttes des années trente, quarante et soixante. Quant à l'Etat-Providence *pour le grand capital*, il ne s'est jamais si bien porté, en tout « néo-« libéralisme »...

Rien d'étonnant dans ces conditions si, à la grande stupéfaction des politologues non marxistes, le néolibéralisme est *de moins en moins... libéral* sur le terrain institutionnel : étant au service des oligarchies et de leurs empires guerriers en marche, ces Etats néo-« libéraux » n'ont que faire des libertés individuelles chères aux penseurs libéraux d'antan comme B. Constant, A. Smith ou Tocqueville, lesquels vivaient à une époque où le capitalisme était encore partiellement progressiste et antiféodal.

Bref, changement d'ère et d'aires oblige, *le néolibéralisme est un antilibéralisme et nullement un « nouveau libéralisme »*. La gauche social-démocrate qui, depuis trente ans, PCF « eurocommuniste » et LFI inclus, pourfend l'inexistant « libéralisme » en promouvant périodiquement de touchants « rassemblements antilibéraux » avec la social-eurocratie, se bat donc contre... des moulins à vent. Cela lui permet d'éviter d'affronter le *fascisant* CME moderne, en particulier la *belliciste* UE et le *monstrueux, voire exterministe* Empire transatlantique centré sur Washington : les euro-cabris de la gauche établie préférant bêler derrière les Berger jaunes du capital « *Europe sociale ! Europe sociale !* » sans saisir que l'UE atlantique est un nouveau Far West dévastateur où le grand capital galope à loisir sur sa monture néo-étatique et transnationaliste pendant que les prolétaires et les peuples, ligotés à la queue du mustang, brinquebalent de tous côtés comme ils peuvent !

Il n'y a donc rien de paradoxal à ce que le déploiement mondial du néolibéralisme, cette forme hyperviolente du CME porté par l'euro-mondialisation, ait été lancé de conserve par le général fasciste Pinochet et par l'*Ecole économique de Chicago* dans les flots de sang de l'*Unité populaire* chilienne. Rien de paradoxal non plus s'il s'accompagne aujourd'hui partout, y compris dans la « moderne » Macronie, d'une strangulation accrue des libertés, voire d'alliances sordides avec les pires canailles antilibérales de la planète, d'un Ben Laden initialement financé par la CIA pour harceler les Rouges en Afghanistan aux néonazis du *Bataillon ukrainien Azov*, le néolibéralisme ayant besoin de la guerre et de la fascisation comme le grand patronat "français" a "*besoin d'aire*" (tel est le titre du manifeste impérialiste et antinational publié par le MEDEF en 2012!).

Nous devons donc militer pour sortir notre pays de l'UE atlantique et du capitalisme sans crainte de flanquer au vide-ordure la *barbe à papa théorico-politique* de l'« antilibéralisme ». Et avec elle sa paralysante traduction politico-syndicale : le slogan social-impérialiste (*socialiste en paroles, impérialiste en fait*) de l'« Europe sociale »...

5 Trop grosses pour tomber.

6 Tout en important/persécutant des centaines de milliers de « migrants » africains ou arabes chassés de chez eux par la misère et par les guerres impérialistes (Afghanistan, Syrie, Libye...). 1) je t'explose à domicile, 2) je te recrute sans papiers et t'exploite sans limites, 3) je lâche sur ton dos l'extrême droite et les chasseurs de « Frontex »...